IMMIGRATION ENTRETIEN

Migrants du bassin méditerranéen : La maire de Lampedusa dénonce « un holocauste moderne » en Méditerranée

« Un demandeur d'asile, c'est avant tout un naufragé et il doit être traité comme tel »

jeudi 26 décembre 2013, par FOUTEAU Carine (Date de rédaction antérieure : 25 décembre 2013).

Après la diffusion d'une vidéo choc sur les conditions de vie indignes dans le centre pour migrants de Lampedusa, *Mediapart* a rencontré la maire de l'île italienne. Giusi Nicolini critique les politiques migratoires *« inhumaines »* de l'Union européenne. De Frontex à l'opération Mare nostrum, elle estime que les leçons du naufrage du 3 octobre 2013 n'ont pas été tirées. Elle appelle de ses vœux des changements radicaux pour mieux traiter les demandeurs d'asile.

Lampedusa, de notre [Mediapart] envoyée spéciale

Giusi Nicolini, la maire de Lampedusa, est une femme en colère, en rage même, comme hantée par les drames récurrents sur les rivages de l'île dont elle est maire depuis le printemps 2011. Cette écologiste, née à Lampedusa, bout de terre de 20 kilomètres carrés situé à quelques dizaines de kilomètres des côtes tunisiennes, a dû faire face à l'un des naufrages les plus tragiques de la décennie. Le 3 octobre 2013, au moins 300 personnes en provenance de la Corne de l'Afrique sont mortes noyées, en tentant de rejoindre l'Europe. Les corps ont été repêchés, puis alignés sur les quais du port. Certains des survivants sont encore retenus au centre de premier accueil de la ville le temps d'être entendus comme témoins dans le procès engagé contre les présumés passeurs.

Le site *Mediapart* est allé à la rencontre de cette personnalité bouillonnante qui se retrouve à gérer une situation dépassant largement le cadre des fonctions d'un maire de 6000 âmes. Giusi Nicolini estime que les politiques migratoires des pays de l'Union européenne doivent être profondément réformées car elles se révèlent *« inhumaines »* à l'égard de personnes fuyant la faim ou la guerre et *« injustes »* pour les personnes vivant dans *les lieux de frontière »*, tels les habitants de Lampedusa. Elle dénonce *« un holocauste moderne en train de se dérouler en Méditerranée »*. Au moment de notre visite, environ 600 migrants étaient retenus sur l'île, attendant d'être transférés dans un centre d'identification et d'expulsion sur le continent, où leur situation administrative serait examinée. Ce mardi 24 décembre 2013, le gouvernement italien a annoncé son intention de *« vider »* le centre de ses occupants… En attendant de nouvelles arrivées.

Carine Fouteau – Une récente vidéo filmée par un migrant à l'intérieur du centre de premier accueil de Lampedusa montre des conditions de vie dégradantes. Ce centre n'est

pas sous votre responsabilité, mais sous celle de la préfecture d'Agrigente (Sicile, province du même nom). Quelle est votre réaction ?

Giusi Nicolini –Du 8 au 15 décembre, 700 migrant·e·s environ sont arrivés dans le centre de Lampedusa qui ne dispose que de 250 lits. Les personnes sont entassées sans respect de leur dignité humaine. Le reportage diffusé par une des chaînes de la Rai (TG2) est vraiment terrible. Il montre une intervention hygiénico-sanitaire. Les gens se dénudent à la vue de tous, comme cela pourrait se produire dans un camp de concentration. C'est une manière totalement inhumaine d'accueillir des personnes qui viennent d'être sauvées de la noyade en mer. Ces personnes ne sont pas des migrants réguliers, arrivés avec un permis de séjour pour des études ou pour faire du tourisme, ce sont des gens qui ont enduré des voyages très longs, atroces, en subissant des tortures, des viols. Les femmes, presque toutes les femmes qui arrivent ici ont été violées durant les voyages dans le désert, ou en Libye, ou dans les centres-camps de concentration. Des enfants, des familles entières débarquent sur l'île. Jusqu'à ce matin, il y avait 52 enfants dans le centre. Environ 80 personnes ont été transférées (vers le continent), donc il en reste 600 aujourd'hui. C'est de la folie ! Je n'arrête pas de le dire depuis les premiers jours de mon mandat de maire : je pense que, dans le bassin méditerranéen, Lampedusa est la seule communauté qui n'ait rien fait dont elle puisse avoir honte, qui ait fait son devoir jusqu'au bout. Elle le fait depuis quinze, vingt ans, envers des personnes qui risquent leur vie, envers les vivants, envers les morts. Nous prenons soin aussi des morts quand ils arrivent.

Les naufrages se multiplient aux abords de Lampedusa. Où se situent les responsabilités ?

La vérité a été révélée à tous, en premier lieu, par le pape François lorsqu'il est venu à Lampedusa, puis de manière dramatique par le naufrage du 3 octobre 2013. Cette vérité, je suis indignée de devoir continuer à la dire : un holocauste moderne est en train de se dérouler en Méditerranée. Tous les pays européens sont responsables de cette situation. Nous devons immédiatement changer les politiques d'asile et d'immigration qui conduisent à ces drames. Je demande à mon pays de retirer la loi Bossi-Fini-Maroni, d'inspiration sécuritaire. Cette loi ne fonctionne pas. Le centre de Lampedusa en est la démonstration. Notre pays fait des efforts pour sauver la vie des migrants en mer, mais ces efforts sont ensuite, à terre, honteusement, annulés par une manière d'accueillir, ou plutôt d'enfermer, qui ne garantit même pas un lit à ces personnes. Nous les faisons dormir par terre, nous les traitons comme des animaux, dans une logique d'urgence constante.

L'Italie vient de lancer une opération « militaire et humanitaire », baptisée Mare nostrum, consistant en un déploiement de bateaux, d'hélicoptères, d'avions et de drones pour sauver des vies en mer. Quel bilan en faites-vous ?

Le gouvernement Letta [Parti démocrate], juste après la vague d'émotion du naufrage, qui a suscité une émotion particulière, n'a rien trouvé de mieux que de préparer une réponse militaire à la question des réfugiés. La protection Mare nostrum a assurément renforcé la surveillance et sans doute sauvé des vies, mais ce n'est pas la réponse qu'il faut donner aux voyages de l'espoir, et ce n'est pas même une réponse utile pour prévenir les naufrages : c'est si vrai qu'avec les navires déjà en place, et l'opération Mare nostrum déjà lancée, pas moins de trois bateaux sont arrivés tout seuls à Lampedusa. Ils sont arrivés car ils ont eu de la chance. Mais si ses passagers s'étaient noyés, personne ne l'aurait su. Mare nostrum ne les a pas vus.

Bruxelles, de son côté, a décidé de renforcer les moyens financiers de Frontex, l'agence européenne chargée de la surveillance des frontières. Cette réponse est-elle pertinente ?

Frontex n'a jamais apporté aucune réponse, ni aux voyages de l'espoir des réfugiés et des demandeurs d'asile, ni à la question des migrations dans la mer Méditerranée. Après les drames, je

ne crois pas que ses objectifs aient été modifiés : le secours n'est toujours pas spécifié dans sa mission. Frontex continue d'observer la frontière de l'Europe, rien n'a changé.

Je considère insupportable, inacceptable, spécialement dans le temps de crise que nous traversons, le gâchis des ressources financières que l'Europe met à disposition. La réponse aux tragédies est toujours la même : « Nous vous donnons de l'argent. » Mais cet argent est toujours dépensé dans une logique d'exception, sans stratégie, sans structurer ni organiser un système d'accueil stable, humain et digne. Les personnes qui viennent ne peuvent pas retourner dans leur patrie. Ce sont des réfugiés, des demandeurs d'asile qui ne peuvent pas être renvoyés, ce sont des personnes que nous avons le devoir d'accueillir. Nous le savons, mais nous ne pensons à bâtir ni un nouveau système d'accueil, ni des politiques d'intégration qui permettent à ces personnes de constituer pour nous une richesse. Au contraire, nous construisons des centres énormes dans lesquels nous les enfermons. Celui de Mineo, à Catane (Sicile, province du même nom), est une honte. Quatre mille personnes y sont enfermées en ce moment. Elles y restent un an, un an et demi, dans l'attente d'un permis de séjour. Ce sont des personnes enfermées dans un ghetto, dont nous annulons la personnalité parce que nous les gardons de longs mois sans qu'elles aient aucune activité, dans une attente privée de certitudes.

L'urgence d'Afrique du Nord en 2011 a été gérée en suivant la même logique : nous avons ouvert des camps de réfugiés improvisés, sans regarder à la dépense. En Italie, par exemple, nous avons loué des gîtes ruraux, des campings, des hôtels, à des prix très élevés, et puis le 21 mars 2012 nous avons fermé ces structures, nous avons jeté dans la rue 55'000 personnes, pour moitié tunisiennes, pour moitié originaires d'Afrique subsaharienne. Qu'attendons-nous qu'ils fassent ? Ils iront dans les grandes villes, dormir sous les ponts, vivre d'expédients, devenir du pain béni pour la criminalité organisée : c'est nous qui construisons le problème.

La maire de Lampedusa : Giusi Nicolini

Ce que les gouvernants doivent avoir le courage de dire aux électeurs, c'est qu'il ne sert à rien de dépenser tout cet argent pour Frontex pour surveiller nos frontières. Il faut leur expliquer que les personnes qui arrivent à Lampedusa, ces mères, ces enfants, viennent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Ils préféreraient rester dans leur pays s'ils le pouvaient. Nous Siciliens avons été les premiers à être obligés d'émigrer. Nous avons pleuré de devoir abandonner nos maisons, nos terres, nos amis, nos parents, nos biens. Nous devons rappeler aux électeurs qu'aucun d'entre nous n'auraient le courage de monter à bord de ces bateaux, en laissant tout derrière soi, sans aucun bagage, avec juste en poche une photo de famille et un certificat de bonne santé pour espérer trouver du travail.

Nous devons comprendre les raisons de leurs départs. Chacun a son histoire. Sur l'île, nous sommes bien placés pour les entendre. Ils nous les racontent quand ils arrivent. Toutes ces histoires sont dignes d'être écoutées et prises en considération. Il est temps pour nous, Européens, de prendre conscience de cette vérité dramatique : ces voyages ne vont pas s'interrompre demain. Ces voyages ont des raisons graves, profondes, qui exigent un changement de cap important dans les politiques économiques et les politiques de coopération. Tant que nous n'aurons pas changé de modèle de

développement, tant qu'une partie du monde restera pauvre, exploitée et déchirée par les guerres, ces personnes chercheront ailleurs une vie meilleure. Ces naufrages du développement, dont nous sommes en partie responsables, vont se poursuivre. Le fait de considérer ces personnes, ces morts comme des flux et des chiffres, est une manière de cacher la vérité. C'est une manière de refuser de reconnaître les raisons de leur voyage pour ne pas avoir à agir sur les vraies causes.

Quelle solution préconisez-vous pour empêcher les naufrages ?

La seule manière d'éviter les naufrages, les morts en mer et la traite des êtres humains est d'organiser des modalités de demande d'asile le plus en amont possible, compatibles avec les principes, les valeurs sur lesquelles se fondent les États démocratiques de l'Europe. Les États membres de l'UE reconnaissent tous la Déclaration universelle des droits de l'homme. Contraindre des hommes et des femmes à demander l'asile dans les conditions que nous connaissons actuellement est une façon de leur dénier l'asile, c'est une façon de limiter les flux. La seule manière d'éviter cette situation est de faire en sorte que les réfugiés puissent faire leur demande d'asile avant de monter à bord de ces bateaux dans les pays de transit avec lesquels l'Italie et différents pays ont passé des accords, y compris lorsqu'il s'agissait de dictatures.

Le risque n'est-il pas de faire confiance à des pays, comme la Libye, qui n'ont pas signé la convention de Genève ?

Voyez, ce n'est pas mon problème. Comment concrètement faire en sorte que l'exercice du droit d'asile soit effectif dans un pays tel que la Libye, c'est le problème de ceux qui, durant toutes ces années, ont passé des accords avec la Libye, même du temps de Kadhafi. Le problème serait résolu en faisant faire les demandes directement auprès des ambassades des États membres de l'UE situées dans les pays de transit : la Libye, l'Égypte et la Tunisie notamment.

Est-ce que les pêcheurs de l'île, dont beaucoup sont amenés à aider les migrants en péril, risquent encore d'être poursuivis pour cela ?

Les pêcheurs de Lampedusa mais également les pêcheurs siciliens en général ont dans leur ADN le devoir de secourir en mer. Ils le font comme ils l'ont toujours fait indépendamment des lois existantes. Le délit d'acte favorisant l'émigration clandestine a toutefois une forte incidence sur l'aide que les pêcheurs apportent. Si l'embarcation de migrants n'a pas encore coulé, et si elle est aidée par un pêcheur pour empêcher le naufrage, celui-ci peut être accusé d'avoir favorisé l'émigration clandestine. La marine (militaire) de Lampedusa ne le fait pas. La collaboration est très étroite entre la garde côtière et la marine de Lampedusa, et de nombreux sauvetages se font conjointement, et avec l'aide des pêcheurs. Lors du naufrage du 3 octobre, ces derniers ont amplement donné des preuves de leur abnégation : ils ont participé aux secours, ont abandonné la pêche pour contribuer à récupérer les corps en mer, et de très nombreux autres civils, y compris des plongeurs, ont aidé les garde-côtes, les pompiers, les hommes de l'État, à récupérer les corps bloqués dans la barque. Ces réactions ont été humaines. Ce serait bien que les lois établissent qu'un homme est un homme… qu'un homme à la mer est avant tout un naufragé indépendamment de son statut. L'abolition du délit d'émigration clandestine est une mesure fondamentale et prioritaire que nous devons prendre. Punir un homme, non pour ce qu'il fait mais pour ce qu'il est, est contraire à nos principes juridiques.

J'espère qu'après ce que s'est passé à Lampedusa, chacun va retenir qu'un homme en mer qui arrive sur un de ces bateaux qui coulent est avant tout un naufragé, avant d'être un réfugié, un demandeur d'asile, un migrant économique ou un migrant irrégulier. C'est avant tout un naufragé et il doit être traité comme tel. Lorsque nous le portons en terre, nous devons continuer de le traiter comme tel. Au contraire, savez-vous ce qui se passe ? Certains des survivants du naufrage du 3 octobre sont

encore sur l'île, retenus à l'intérieur du centre, car ils sont entendus comme témoins dans le procès (contre les passeurs). Ils sont donc placés à la disposition de l'autorité judiciaire. Ce n'est, selon moi, pas une raison pour les garder enfermés à Lampedusa, dans un centre qui actuellement ne garantit pas les conditions minimales de respect de la dignité humaine des personnes.

Vous avez demandé que le centre de Lampedusa reste un centre de premier accueil et que les personnes n'y restent pas plus de 96 heures. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Des personnes sont enfermées depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Pourquoi n'avez-vous pas été entendue ?

Lampedusa est un pont entre l'Afrique et la Sicile, une étape du voyage, une ancre de salut pour les migrants. Il y aurait beaucoup plus de morts si la route n'était pas interrompue par le radeau Lampedusa. La logique même voudrait que cette île ne dispose que d'un centre d'hébergement de premier secours, donc de court séjour. Le centre doit être un lieu de transit, parce qu'il faut héberger les autres, ceux qui arrivent. Sinon, si l'on continue à amasser ceux qui débarquent sans les faire partir, on atteint des chiffres de 100, 200, 300, 400, 500, 700 personnes enfermées : c'est la logique même qui le dit, il ne faut pas être un grand homme d'Etat pour le comprendre, il faut simplement avoir un peu de bon sens, respecter la logique, respecter surtout les recommandations du ministère de la santé qui a établi en Italie que les temps de séjour appropriés à l'intérieur d'un centre de ce type ne doivent pas dépasser 72 heures.

Avez-vous encore confiance dans l'action de l'Union européenne (UE) ?

Je pense que l'UE sera tôt ou tard contrainte de changer. A un certain point de l'histoire, vient le moment d'effacer les hontes. Les lois sur l'apartheid, les lois raciales ont été supprimées. Chaque fois, le moment de changer les politiques inhumaines arrive. Il suffit de s'en rendre compte. Je crois qu'aujourd'hui l'opinion publique, pas uniquement européenne mais mondiale, s'est rendu compte que les politiques qui sont appliquées en Méditerranée, mais pas seulement là, car il y a d'autres Lampedusa dans le monde, sont des politiques inhumaines. Cela devrait suffire pour établir que le moment de changer est venu, d'y mettre fin. Le temps où l'on pouvait raconter aux gens que les débarquements à Lampedusa sont une invasion, qu'ils constituent un tsunami humain, qu'ils détruiront notre forteresse Europe, qu'ils mettront en danger notre sécurité économique, le temps où l'on pouvait raconter ces histoires à dormir debout, eh bien, aujourd'hui, c'est fini, on ne peut plus les raconter, ces mensonges, parce que désormais, tous sont pleinement conscients, grâce, je dois le dire, avant tout, au pape François, que les chiffres de migrants qui arrivent d'Afrique sont véritablement dérisoires par rapport aux chiffres de ceux qui entrent illégalement à travers d'autres frontières de notre Europe. Ce n'est vraiment qu'un grain de poussière.

Il ne s'agit pas de migrants en règle. Lampedusa depuis quinze, vingt ans sauve la vie et accueille des réfugiés et des demandeurs d'asile, des gens qui ont fui la guerre, les dictatures, des pays marqués par des urgences environnementales où, en raison du manque de ressources naturelles, il n'est pas possible de survivre. Des gens qui fuient la faim. Enfin, les raisons de ces voyages sont des raisons pour lesquelles les normes que nous nous sommes données prévoient une forme quelconque de protection humanitaire. Si nous les prévoyons, nous devons les donner, sinon, nous devons dire que nous ne sommes pas un pays qui respecte les droits humains. Il n'y a pas de troisième voie. Je pense que c'est le pape François qui a rendu visible ce qui était invisible à la plupart d'entre nous. Auparavant, il était facile d'utiliser cette question des débarquements et de Lampedusa, l'image de Lampedusa transmise par les journaux télévisés, avec des flots de chiffres : 300 migrants ont débarqué dans la nuit, 400. Il était facile, avant le pape François, d'utiliser cette question à des fins de propagande politique pour alimenter les peurs, le racisme, parce que cette tension pour les débarquements existe, parce qu'il s'agit d'un phénomène visible, dont on peut témoigner, que l'on peut montrer. Le hasard a voulu qu'à quelques mètres de Lampedusa se produise le naufrage du 3

octobre. Il ne s'agit pas du plus grand naufrage de la Méditerranée. C'est simplement le plus proche de Lampedusa, si proche qu'il a permis à la mer de nous rendre un grand nombre de corps. Être parvenu à aligner ces cercueils et à les montrer a supprimé tout alibi.

L'Europe ne peut plus se permettre de faire payer à ces gens un prix aussi élevé, pour protéger sa forteresse, qui au contraire implose pour d'autres raisons, liées à un développement malade, liées au pouvoir de la finance, qui ont pris le pas sur le pouvoir politique. Les raisons de la crise ne sont certainement pas imputables aux Noirs qui fuient l'Erythrée, la Somalie. C'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui une nouvelle page de l'histoire commence, qui nous conduira nécessairement à changer ces politiques.

Mes vœux sont naturellement nombreux, comme pour chacun d'entre nous ; il est évident que depuis Lampedusa, du point de vue de Lampedusa, l'espoir le plus grand, c'est que la mer ne nous porte plus de cadavres, que ces personnes puissent faire leur demande d'asile avant de monter à bord de ces bateaux, au moins dans les pays de transit, et qu'elles puissent arriver directement dans les pays européens qui décident de les accueillir en se fondant également sur des accords que les États devraient passer. Mes pensées vont surtout aux enfants, aux enfants dont les parents s'embarquent sur ces bateaux car ils n'ont pas d'autre choix pour avoir une vie. Aux enfants qui n'ont assurément aucune possibilité de choisir, ce sont leurs parents qui les portent dans leurs bras jusqu'ici. Le vœu le plus grand sans doute est que ces enfants ne finissent pas noyés sans même avoir pu choisir leur destinée. Cela aura une incidence sur mon île, car les politiques inhumaines à l'égard de ces personnes et de ces migrants sont aussi des politiques injustes pour les communautés qui vivent dans les lieux de frontière. Le destin des frontières est injuste, pour nous également. Donc, c'est un vœu unique que je formule, qui pourrait sauver la vie des migrants et changer l'avenir de Lampedusa, et de toutes les Lampedusa du monde.

Entretien avec Giusi Nicolini conduit par Carine Fouteau

P.-S.

* Mediapart. 25 DÉCEMBRE 2013 : http://www.mediapart.fr/journal/international/251213/la-maire-de-lampedusa-denonce-un-holocauste-moderne-en-mediterranee

* Reproduit sur les site A l'encontre : http://alencontre.org/europe/lampedusa-un-demandeur-dasile-cest-avant-tout-un-naufrage-et-il-doit-etre-traite-comme-tel.html